

LE VÉRIDIQUE OU COURRIER UNIVERSEL.

Du 16 VENDÉMAIRE, an 5^e. de la République française.
(Vendredi 7 Octobre 1796, vieux style.)

DIGERE VERUM QUID VERAT?

Bulletin officiel publié à Vienne sur les opérations militaires des armées impériales. — Ordre donné aux citoyens Perrochel et Marivaux, chargés d'affaire de France en Suède, de quitter Stockolm. — Dénonciation de l'affreux projet conçu par la faction Louvet, de rétablir le gouvernement révolutionnaire. — Discussion sur l'administration forestière. — Nouvelles diverses.

Mandat 4 3
NOUVELLES DIVERSES.

SUEDE.

Stockolm, 9 septembre.

On vient de recevoir ici, par une occasion extraordinaire, la nouvelle que le roi et le régent ont quitté hier Pétersbourg pour revenir ici.

Le sieur Perrochel, chargé d'affaires du gouvernement français près notre cour, et le secrétaire d'ambassade Marivaux, ont reçu ordre de quitter Stockolm. D'un autre côté, M. König, notre secrétaire d'ambassade à Paris, doit différer son départ pour la France.

A L L E M A G N E.

De Vienne, 15 septembre.

(Nouvelles officielles.)

S. A. R. l'archiduc Charles a écrit d'Aschaffenbourg, en date du 8, que la victoire remportée le 3 près de Wurzburg, avoit eu toutes les suites heureuses qu'on avoit pu s'en promettre. Le nombre des prisonniers se monte à plus de 3000 hommes. On a trouvé dans la citadelle de Wurzburg, outre les 36 pièces de canon de métal et 54 de fer qui y étoient avant que les français ne l'occupassent, 6 pièces françaises de ligne, 125 chariots de munitions, 13 autres chariots, et quantité d'attirails. La garnison étoit forte de 800 hommes, et on a fait prisonniers avec elle le général directeur de l'artillerie française Bollemont, et le commandant d'artillerie Lacroix, arrivé récemment de Luxembourg.

Après cette bataille du 3, l'ennemi se retira sur Scheinfurth et Hamelbourg. Le 5, S. A. R. établit son quartier-général à Obersell sur le Mein. Elle y fut informée par nos troupes légères, qui avoient continuellement poursuivi l'ennemi, que ce dernier avoit évacué Scheinfurth, abandonnant plus de 100 pièces de canon, la plupart artillerie d'empire; qu'il avoit aussi perdu 60 canons à Freudembourg, et que de-là il s'étoit porté sur Fuld.

Le 6 après midi, notre avant-garde commandée par le général Kray, arriva à Aschaffenbourg; elle y trouva un détachement ennemi de 3 bataillons, qui au moyen d'un feu vif d'artillerie, voulut empêcher nos

troupes de déboucher du Spessart. M. de Kray attaqua vigoureusement l'ennemi, le chassa au-delà d'Aschaffenbourg, et le fit poursuivre sur le Mein par la cavalerie. Un grand nombre d'ennemis furent sabrés dans cette occasion, et on fit 600 prisonniers.

S. A. R. est arrivée le 7 avec l'armée près d'Aschaffenbourg; l'avant-garde s'est avancée jusqu'à d'Ettlingen, et les troupes légères voltigent jusqu'à Gola-hausen.

Au départ de ce rapport, S. A. R. mande qu'elle vient de recevoir l'avis du général Kray, que l'ennemi a quitté Francfort le 8 au matin, et qu'une division des hussards de Blanckenstein y est entrée.

Un rapport du général comte de Nauendorff, daté d'Abensberg le 11 de ce mois, nous apprend la nouvelle agréable que le général ennemi Moreau a abandonné ce même jour à midi, le bois immense qu'il occupoit de ce côté, et où il s'étoit sur-tout concentré, et qu'il s'est porté, autant que l'on a pu apprendre, sur Pfaffenhofen et Rain. Comme les patrouilles détachées par M. de Nauendorff, n'ont rencontré aucun ennemi près de Mainbourg, le général présume que la retraite de l'ennemi s'étendra sur toute la ligne, d'autant plus que le corps formant son aile gauche dans les environs de Munich, n'étoit pas considérable, et qu'il a eu constamment ses principales forces du côté du Danube.

Aussi-tôt que M. le général de la Tour se sera avancé de Landshut jusqu'à une certaine hauteur, pour tenir l'ennemi en échec, M. le général de Nauendorff, d'après un ordre de S. A. R. l'archiduc Charles passera le Danube près d'Ingolstadt, pour suivre l'ennemi, gagner sur lui une ou deux marches, et rendre sa retraite plus difficile.

D'après un rapport du général d'artillerie comte la Tour, envoyé le 10 de Hochberg près Landshut, ce général ordonna le 3 au général baron Frœlich de s'avancer des défilés du Trol vers le Lech. Ce mouvement s'est effectué fort heureusement; le major Morbert, du corps de hussards des frontières, s'étant porté le 7 jusqu'à Turrach, culbuta l'ennemi après un combat très-vif, le prit ensuite à dos; lui tua plus de 300 hommes, et fit un grand nombre de prisonniers. Le major Welskohl,

(2)
de Charles Lorrain, pénétra pareillement jusqu'à Dachau sur les derrières de l'ennemi, lui prit dans cet endroit un canon, 44 chariots de munitions, et plusieurs autres chariots, et fit 318 prisonniers.

M. le général Frœlich informa M. de la Tour qu'il se porteroit lui-même en avant, du 11 au 12, avec toutes les troupes dont on pourroit se passer dans les défilés des montagnes. M. le général d'artillerie ajoute qu'il a jugé nécessaire de quitter la position qu'il avoit prise dernièrement près de Pfaffenhausen, pour en prendre une près de Landshut; d'autant plus que l'ennemi, avec un corps de 10 mille hommes, avoit déjà repoussé le colonel Lamotte posté près de Mosbourg avec un bataillon et 4 escadrons; qu'il avoit passé l'Isar dans cet endroit, et avoit fait des démonstrations pour se porter de Mosbourg sur Vils-Bibourg, et Geisenhausen, afin de prendre le général d'artillerie en flanc et à dos.

L'ennemi avoit réellement tenté de mettre ce plan à exécution le 9, en attaquant derechef ce même jour le colonel Lamotte, et en cherchant à percer notre ligne, entre Aicha et Thall. Mais les troupes détachées par M. le général d'artillerie étant arrivées assez à tems, l'ennemi fut heureusement repoussé, et forcé de repasser l'Isar avec la plus grande partie de ses troupes.

Le même jour encore, et dans le même tems, l'ennemi attaqua M. le général prince de Furstemberg près de Munich, et chercha à s'emparer du pont de cette ville; mais la résistance courageuse et ferme de ce général et des troupes sous ses ordres, fit entièrement échouer le projet de l'ennemi, qui fut forcé de nous abandonner de nouveau le pont.

Ainsi, l'attaque générale de l'ennemi, malgré sa supériorité en nombre, sur tous les points, fut entièrement infructueuse; près de Freysengen et Mosbourg, où il avoit passé l'Isar, il fut repoussé de nouveau par la bravoure et la fermeté de nos troupes, et nous restâmes maîtres de la rivière.

Au départ de ce rapport, les avant-postes de M. de la Tour s'étendoient au-delà de l'Isar jusques du côté de Pfaffenhausen, et ils s'unissoient à Rhon et Pfaffenberg, avec ceux du général comte de Nauendorff, qui étoit posté entre Appach et Abenaberg.

Son altesse royale a envoyé par ce premier lieutenant d'artillerie Schuhlai arrivé hier 14, une relation circonstanciée de tous les combats qui ont eu lieu depuis le 23 août, jour auquel la première attaque près d'Anberg eut lieu, jusqu'au 6 de ce mois, où l'ennemi fut chassé d'Aschaffenburg. Cette relation, afin de n'être pas affoiblie par un extrait imparfait, sera communiquée incessamment au public dans tout son contenu; on y joindra en même tems la liste de la perte en morts, blessés, égarés et prisonniers que l'armée impériale a essuyée dans ces combats.

S. A. R. a mandé en outre, par ce premier lieutenant (de Dettingen le 10 sept.) que comme l'avant-garde avoit déjà envoyé dans la matinée du 8 des détachemens jusqu'à Francfort, que l'ennemi avoit abandonné dans la nuit, S. A. R. s'est mise en marche le 9 d'Aschaffenburg avec l'armée, et a campé près de Dettingen.

Le premier lieutenant comte Keglevich, des uhlands, s'est avancé jusqu'à Königstein; l'ennemi, en évacuant

ce fort a fait sauter une partie des fortifications, et a laissé deux mortiers.

Le général de Neu, gouverneur de Mayence, a poursuivi l'ennemi au-delà de Wisbaden avec une partie de sa garnison; et S. A. R. présuinoit qu'il pénétreroit encore le 9 jusqu'à Schwalbac. — A Wisbaden, on a pris un canon de 16 livres; et d'après un avis reçu, l'ennemi doit avoir laissé un dépôt considérable d'artillerie et de munitions.

Le lieutenant-colonel Williams poursuit avec sa flottille l'ennemi au-delà d'Eltvill avec le meilleur succès.

L'ennemi a enlevé son pont sur le Mein, brûlé les bois, percé et coulé bas les pontons.

Les troupes légères de l'armée sous les ordres de S. A. R. sont postées près de Hochst, Hombourg et Friedberg; l'ennemi se porte sur Esch et Wetzlar, et la forteresse de Mayence est délivrée.

D'après l'assurance du premier lieutenant Schuhlai, la perte de l'ennemi dans les différens combats depuis le 23 août jusqu'au 6 septembre, peut être portée sans exagération à 20 mille hommes, tant tués, blessés que faits prisonniers.

Du 17 septembre.

D'après un rapport du maréchal comte de Wurmser, en date du 10, arrivé aujourd'hui ici, il résulte: que ce commandant en chef s'étoit déterminé à s'avancer par Bassano sur l'Adige, afin de faire lever le blocus de Mantoue. Mais l'ennemi, afin de le prendre à dos, attaqua le 7 les postes de Primolano et de Corolo, et s'en empara; il attaqua aussi le 8, le corps du général Quasdanovich près de Bassano, et le repoussa de sa position avec perte. Cependant, malgré cela, le maréchal de Wurmser persévéra avec fermeté dans son projet; et le 9, il réussit à s'emparer du poste de Legnago, où le corps d'armée a passé le 10 l'Adige, de sorte qu'il n'y a presque pas à douter de la nouvelle délivrance de la forteresse de Mantoue. Au moyen de cet heureux événement et des autres dispositions vigoureuses ordonnées par S. M., tout doit faire espérer que les choses prendront sous peu dans cette contrée une tournure aussi avantageuse que celle qu'elles ont prises depuis quelque tems sur les autres parties du théâtre de la guerre, où les armes de S. M. ont été couvertes d'une gloire immortelle.

L'on communiquera ultérieurement au public des détails circonstanciés sur les événemens susmentionnés.

PARIS, le 15 vendémiaire.

Nous appellons l'attention du gouvernement et l'indignation de tous les amis de la constitution et de l'ordre public, sur un article inséré aujourd'hui 15 vendémiaire dans le journal de la Sentinelle. Cet article est le premier cri de guerre d'une faction qui veut substituer un nouveau système révolutionnaire au régime constitutionnel. Cette faction qui, le 5 brumaire dernier, eut l'audace de proclamer à la tribune, par l'organe de Tallien, que la constitution n'étoit faite que pour un tems de calme, que nous n'étions pas mûrs encore pour des loix invariables et un gouvernement fondé sur des principes fixes; cette faction qui, foudroyée par Thibaudeau, et furieuse de voir la domination arrachée de ses mains avides et capricieuses, a tourmenté

sans cesse la constitution en lui portant d'éternelles atteintes, qui, par des discours dignes de Robespierre et de Collot-d'Herbois, a dernièrement encore consterné tout ce qu'il y a d'hommes de bien et dans les conseils et dans la république. Cette faction astucieuse et exécrable qui semble avoir échappé à la surveillance générale, parce qu'elle manque d'un nom qui la fasse reconnoître, et d'un caractère qui la désigne, vient enfin de jeter le masque et de se déclarer sans détour et sans ambiguïté. Louvet imprime qu'il nous reste encore la queue de la révolution à écorcher; que les principes doivent être sacrifiés au salut public; que la constitution n'a pas été faite pour des tems d'orages et de passions. Il fait entendre enfin qu'il faut renverser ou du moins suspendre l'acte constitutionnel. Ainsi donc c'est aux horreurs du régime révolutionnaire que ce factieux veut nous ramener; c'est son empire et celui des siens qu'il veut établir sur les débris des loix. Nous ne doutons pas que quelque député courageux ne dénonce ce projet à la tribune; demain nous examinerons l'article en détail; on frémissait de l'audace avec laquelle de pareilles atrocités sont imprimées et publiées par un membre du conseil des cinq-cents; et le gouvernement sans doute saura défendre les loix dont il est le dépositaire et le gardien.

Nous ne savons pas bien quelle est sur notre compte l'opinion des honnêtes gens dans le reste de l'Europe, mais il paroît que les brigands nous y croient très capables de favoriser leurs honnêtes entreprises. Dans la petite république de Lucques, quelques malheureux qui vouloient se donner le plaisir de piller le trésor public et les plus riches maisons, firent part de leur dessein au commandant français de Livourne, en lui offrant le partage du butin. Celui-ci, qui n'est pas jacobin, informa de ce complot le gouvernement de Lucques, au grand étonnement des conspirateurs qui paroissent bien persuadés qu'être français et refuser sa part d'un pillage, étoient deux choses inconciliables.

Le Rédacteur dément la nouvelle de l'arrivée de Jourdan à Paris. Mais il ne dit pas où il est. Il y a un mois, on ne parloit en Europe que de Jourdan et de Moreau. Aujourd'hui, à l'exception du gouvernement, personne ici ne sait au juste où sont ces deux généraux. *Vanitas vanitatum.*

On commence à douter de l'arrivée des russes. On débite que l'impératrice avoit menacé de les envoyer contre le roi de Prusse, s'il persistoit à vouloir démembrer et envahir les états qui forment la confédération de l'empire germanique, et que la menace ayant produit son effet, les russes ne marcheront point.

Aux rédacteurs.

Je rencontrais dernièrement dans un des cabinets littéraires du Palais-Royal, un bon ferrarois, envoyé de Milan. C'est un homme qui paroît avoir de l'esprit, qui parle assez purement le français, et qui ne manque pas d'une sorte de naïveté. J'eus avec lui une conversation particulière. Il m'avoua qu'il voyoit avec plaisir la révolution française s'étendre dans son pays. Je le trouvai

rempli des idées que nous avions en 89, de ces idées qui nous ont menés si loin, de cette philanthropie qui nous a changés en bêtes féroces, de cette philosophie qui nous a précipités dans le délire du crime, enfin admirateur, comme nous l'étions alors du génie de Sieyès. Il parut fort étonné lorsque je lui dis que nous n'avions plus la moindre admiration pour ce charlatan politique. Ce fut pour mon ferrarois un scandale dont l'impression se manifesta sur toute sa physionomie. J'allois entrer dans une explication justificative, lorsque reprenant la parole il me dit qu'il avoit été chargé, par ses concitoyens, de demander à l'abbé Sieyès une constitution pour son pays. Vous vous adressiez mal, lui répondis-je, l'abbé Sieyès n'a jamais rien voulu faire, même pour nous. Il s'est contenté d'écrire quelques pamphlets qui ont porté les premiers coups à l'édifice social, mais il n'a pas voulu contribuer à le relever. Le député de Milan m'apprit alors que Sieyès avoit fort mal reçu sa proposition, et me témoigna l'embarras où il étoit de trouver quelqu'un qui voulût rédiger une constitution pour la Lombardie. Je ris un peu de sa naïveté, et je lui dis: Vous trouveriez à Paris dix mille personnes qui vous en feroient une; cette ville est à présent peuplée de publicistes; allez-vous en au conseil des cinq-cents, le premier député que vous rencontrerez dans le corridor de la salle, sera votre homme. Je vis quelques signes d'incrédulité dans les yeux de mon ferrarois qui, après un moment de réflexion profonde, me répartit: D'où vient que vous avez eu tant de peine à avoir une bonne constitution, puisque vous avez tant d'hommes habiles? c'est, lui dis-je, que nous en voulions une bonne. Eh bien! vos desirs sont satisfaits, me dit-il; nous n'en savons rien, lui dis-je. Cette réponse renouvella sa stupéfaction; comment l'entendez-vous, me dit-il? Je lui répondis que l'expérience seule et le tems pouvoient prouver la bonté d'une constitution. Il me fit part ensuite d'une idée qu'il avoit, au cas qu'il ne trouvât personne qui voulût lui faire une constitution, c'est de proposer à ses concitoyens d'adopter la nôtre avec des modifications; lesquelles, lui dis-je? Nous n'aurions, me dit-il, la première année qu'un directeur, la seconde deux, ainsi jusqu'à la cinquième. Je vis alors que mon ferrarois, malgré toute sa naïveté, ne manquoit pas d'esprit; mais je renversai encore une fois toutes ses idées, lorsque je lui dis qu'il y a parmi nous un parti considérable qui veut suivre la marche inverse, et finir par un seul directeur. . . . Ici nous sommes interrompus, et je le quittai, en déplorant le sort de l'esprit humain qui ne sait pas profiter des plus frappantes expériences, et pour qui notre terrible révolution est une leçon perdue.

CONSEIL DES ANCIENS.

Séance du 12 vendémiaire.

Dupont (de Nemours), organe d'une commission, fait rejeter la résolution du 29 messidor dernier, relative aux fermages arriérés de biens nationaux.

Séance du 13.

L'institut national écrit au conseil qu'il tiendra une séance publique le 15 de ce mois.

Rien n'étant à l'ordre du jour, le conseil a levé sa séance.

CONSEIL DES CINQ-CENTS.

Séance du 14 vendémiaire.

Philippe Delville: Nous sommes républicains, nous

voulons l'être ; mais comment y parvenir lorsque nous ne pouvons pas nous entendre et nous accorder ? Est-il donc plusieurs manières d'être républicain ? On conçoit aisément qu'avant l'époque heureuse où le génie de la France nous a donné une constitution sage , on pouvoit différer d'opinion sur ce qui forme le caractère et les devoirs du républicain.

Mais aujourd'hui que le pacte social a été solennellement accepté , qu'il est devenu la règle de notre conduite politique et morale , comment , à moins d'être fou ou vendu à l'étranger , peut-on se résoudre à prolonger les désordres de la patrie ? Les amis de la liberté et de la république sont ceux qui se montrent soumis à la constitution : leurs ennemis sont ceux qui osent se révolter contre les loix et les autorités constituées.

C'est à ces traits qu'il est facile de les reconnaître. Quant à nous qui , comme représentans du peuple , sommes revêtus du plus auguste caractère , nous nous couvririons de honte si nous étions assez lâches pour persécuter les amis de la liberté et favoriser ses ennemis. Loin de nous une telle infamie , nous frapperons tous les ennemis de la république , nous les vaincrons tous , de quelque masque qu'ils se couvrent , si les hommes libres de toutes les opinions savent se rallier.

Ici, je me plaindrois volontiers de vous à vous-mêmes. Comment voir sans douleur les sorties despectueuses que souvent on se permet contre des membres du conseil , contre le conseil même ? Comment prétendre à la considération , si vous donnez l'exemple de vous avilir vous-mêmes ?

Cette conduite n'est pas sans doute l'effet de quelques partisans de Marat et de sa bande , il n'en peut exister parmi vous. J'aime bien mieux y reconnoître un reste de l'effervescence révolutionnaire ; mais cette effervescence doit faire place à la modération , à la sagesse. Je vous propose donc d'arrêter qu'il sera formé une commission de cinq membres pour réviser la loi du 28 fructidor sur l'ordre de la police du corps législatif , et présenter les réformes nécessaires.

Appuyé , s'écrient plusieurs membres. D'autres réclament l'ordre du jour. Riou s'y oppose ; il pense qu'il s'est glissé par insouciance une foule d'abus qu'il importe de corriger. Il se plaint particulièrement du peu d'assiduité des membres à se rendre à la séance , et de ce que les commissions semblent dormir auprès de leurs travaux.

Villetard justifie ses collègues absens , en disant que la salle est si mal construite , que l'orateur ne peut être entendu , et que faute ainsi de pouvoir entendre , la plupart des membres abandonnent leur poste. (On murmure.)

Leccointe allègue un autre motif ; c'est que les commissions occupent une foule de membres , et qu'il est dès-lors impossible que ces membres soient à la fois à la séance et dans les commissions.

Après quelques débats , le conseil passe à l'ordre du jour.

Sur le rapport de Camus , le conseil prend une résolution portant que les crédits ouverts à la trésorerie nationale en mandats sont rapportés , quant à ce qui n'a pas encore été employé , et que tous ceux qui se-

(4)

ront à l'avenir ouverts , le seront en numéraire effectif.

Daubermesnil , par motion d'ordre : Les religieux chassés de leur patrie par la tyrannie , se sont adressés à votre justice pour rentrer dans la république ; 50,000 familles attendent votre décision pour faire rentrer en France leurs trésors , leur industrie , leurs familles. Je demande que la commission fasse son rapport dans une décade. Adopté.

L'ordre du jour appelle la discussion sur les forêts : La première question est celle de savoir s'il convient d'aliéner les forêts nationales : Besson soutient la négative. Les aliéner , ce seroit décréter leur destruction totale. Les particuliers en effet qui en deviendront adjudicataires aimeroient à jouir promptement , dès-lors les coupes seroient accélérées , sans aucun ménagement ; cependant la rareté des bois se fait déjà sentir. Voulez-vous rendre la pénurie plus grande encore ? prononcez l'aliénation. Le gouvernement seul est en état de conserver les forêts , parce qu'il a seul assez de moyens pour leur laisser le tems nécessaire à leur croissance , et pour préférer des avantages éloignés à des produits précoces qui diminueroient à la fin les richesses nationales dans cette partie. L'orateur invoque donc la question préalable contre l'aliénation.

Cette proposition est appuyée et mise aux voix : elle est adoptée.

La discussion s'engage ensuite sur la question de savoir si les forêts nationales doivent être régies par l'administration des domaines nationaux , ou par une nouvelle administration.

Richard pense que les forêts faisant partie essentielle du domaine national rentrent naturellement dans la compétence de l'administration de ce nom , qu'on ne peut donc les en distraire ; qu'un changement d'administration ne feroit d'ailleurs qu'occasionner de nouvelles dépenses , et qu'il est tems au surplus de renoncer à cet esprit de versatilité qui nous a fait détruire des anciens établissemens pour leur en substituer d'autres dont on ne s'est pas mieux trouvé.

Besson reprend que déjà l'administration des domaines nationaux est assez surchargée sans qu'on lui laisse encore la surveillance des forêts. Il faut sur-tout dans cette partie la plus grande assiduité ; il faut des hommes instruits par l'expérience : qu'une seule et même administration soit chargée de la régie des domaines nationaux et des forêts nationales , il est à craindre que l'une ou l'autre n'en souffre ; et combien ne doit-on pas chercher à prévenir ce danger , lorsque notre marine épuisée a besoin d'être promptement remise sur un état respectable , et que les dévastations jusqu'ici commises dans les forêts , pourroient , si elles étoient continuées , nous en enlever les moyens !

L'orateur demande en conséquence l'établissement d'une nouvelle administration qui n'ayant que cette surveillance à exercer , s'y livrera avec tout le zèle et tout le fruit qu'on a droit d'en attendre.

Le conseil adopte cette proposition , et ajourne à demain la discussion sur le fond du projet de la commission.

A V I S.

On s'abonne pour ce journal , chez le cit. LEROUX , rue des Prêtres Saint-Germain-l'Auxerrois , n. 42.